



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Lons-le-saunier, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MASSON SA

Aux Sordats

71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/VV/2025/C_99
Code AIOT : 0005400596

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement MASSON SA implanté La Montagne 71118 Saint-Martin-Belle-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MASSON SA
- La Montagne 71118 Saint-Martin-Belle-Roche
- Code AIOT : 0005400596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche marbrière autorisée par arrêté préfectoral du 12 août 2013 pour une durée de 30 ans au nom de la société MASSON.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 8.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 6.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
9	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 8.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.3.1	Sans objet
5	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.3.3	Sans objet
7	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève de nombreuses non-conformités sur les thématiques et points contrôlés, dont la principale porte sur l'absence de bornes et de piquetage délimitant les surfaces autorisées de la carrière.

Une mise en conformité rapide des points non-conformes doit être engagée par l'exploitant, faute de quoi une mise en demeure sera proposée au préfet.

Les déclarations annuelles pour l'activité de la carrière dans l'application nationale GEREP sont erronées et devront être corrigées lors de la prochaine campagne en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : Le tonnage total de matériaux à extraire est de 148 500 tonnes. Les quantités autorisées de matériaux extraits sont : <ul style="list-style-type: none">• pour les blocs marbriers : 540 t/an en moyenne et 810 t/an au maximum,• pour les enrochements, pierre à bâtir et granulats : 4860 t/an en moyenne et 7290 t/an au maximum. Les quantités maximum indiquées ci-dessus doivent être respectées sur une durée de 3 années glissantes.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer les quantités extraites au cours des dernières années le jour de la visite. De plus, les dernières déclarations GERE (2024, 2023, 2022 et 2021) concernant l'AIOT n°0005400596 sont non fiables car erronées sur les points suivants : surface cadastrale, volume de gisement restant autorisé. quantités annuelles autorisées à extraire, durée de l'autorisation et quantités extraites dans l'année. Selon toute vraisemblance, il s'agirait des données de la carrière voisine MASSON enregistrée sous le code AIOT n° 0005400594 dite carrière "Fifataud" autorisée en 2004 pour 30 ans. Non-conforme : absence de données de production annuelle récentes fournies par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira en réponse à la fiche de constat le bilan de production année par année depuis le démarrage de l'autorisation en 2013 (en distinguant la production de blocs marbriers et les coproduits). La déclaration GERE concernant l'AIOT n°0005400596 pour l'année 2025 sera à mettre en adéquation avec les données de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2013 au moment de la période de déclaration ouverte en début d'année 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est

<p>versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement et les hauteurs des fronts ; • les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé par un géomètre externe le 16/01/2025 à l'échelle 1/1000.</p> <p>Non-conforme :</p> <p>Les données manquantes sur le plan sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les bornes ; • les surfaces en cours d'exploitation, décapée et défrichée sur fonds couleurs différenciées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Prévoir les correctifs sur les prochains plans annuels d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Information des tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Panneau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le panneau d'information des tiers sur l'activité de la carrière est affiché à l'entrée principale du site MASSON avec toutes les données requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement, à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les zones contrôlées (surface en cours d'exploitation située en partie est de la carrière), il n'a pas été constaté la présence de bornes aux points caractéristiques du périmètre autorisé. Il n'a pas été constaté la présence de piquetages matérialisant la bande de retrait d'au moins 10 mètres avec la limite de l'emprise autorisée dans les surfaces en cours d'exploitation (en partie est de la carrière).</p> <p><u>Non-conforme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de bornes déterminant la limite de l'emprise autorisée notamment en périphérie de la surface en cours d'exploitation (en partie est de la carrière à proximité de l'usine MASSON) ; • absence de piquetage matérialisant la bande de retrait d'au moins 10 mètres avec la limite de l'emprise autorisée dans la surface en cours d'exploitation (y compris dans les surfaces décapées et défrichées).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les bornes et le piquetage indiquant les limites du périmètre autorisé et exploitable doivent être mis en place de manière à être suffisamment visible. Les bornes doivent être suffisamment durables et entretenues durant toute la durée de l'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le périmètre autorisé de la carrière est situé à l'intérieur de parcelles clôturées sous maîtrise foncière de l'exploitant. L'accès principal à la carrière ne peut se faire que par le passage par l'usine MASSON qui comporte des barrières et clôtures.</p> <p>Le long de la route départementale en limite ouest, une clôture barbelée est présente ainsi que des panneaux signalant l'interdiction d'entrer et le danger.</p> <p>Le bassin de récupération des eaux de ruissellement de la carrière situé dans l'angle sud-est de l'emprise est clôturé et des panneaux signalent le risque de noyade. Une bouée est présente à proximité du bassin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une clôture en travers de la surface plane dégagée et des panneaux signalant l'interdiction d'entrer et les dangers seraient à mettre en place en limite sud à proximité de la surface en cours d'exploitation pour plus de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 222 m NGF.</p>

La hauteur de chaque gradin n'excède pas 10 mètres.
Constats : Selon le dernier plan d'exploitation de janvier 2025, le point bas du carreau de la carrière est à la cote 221,11 m NGF. Les fronts ont une hauteur maximale inférieure à 10 mètres. Non-conforme : la cote minimale d'extraction est dépassée d'environ 90 cm.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Remettre le niveau du carreau à une cote supérieure ou égale à 222 m NGF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Les bords supérieurs des fronts en cours d'exploitation se situent à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée selon le dernier plan d'exploitation de 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les

<p>constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 2,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.</p> <p>Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données enregistrées par le sismographe mis en place par l'exploitant au niveau de l'usine MASSON située à environ 50 mètres du point de tir lors du dernier tir de mine réalisé en 2023 sont inférieures à 2,5 mm/s sur les 3 axes (de l'ordre de 1 mm/s maximum).</p> <p>Toutefois, la mesure de bruit enregistrée lors du tir est de 143 décibels linéaires ce qui est au-dessus de la valeur limite de 125 décibels linéaires.</p> <p>Non-conforme : absence de mesures de vibrations au niveau des premières habitations occupées par des tiers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un sismographe doit être mis en place au niveau de l'habitation la plus proche qui semblerait être celle située en partie ouest de la carrière de l'autre côté de la route départementale (environ 150 mètres). En effet au cours de l'exploitation les fronts et donc les tirs vont se déplacer vers l'ouest principalement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Surveillance des vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2013, article 8.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la suppression.</p> <p>Lors de chaque tir, l'exploitant doit vérifier le respect des seuils vibratoires au niveau des habitations les plus proches de la carrière.</p> <p>L'exploitant doit détenir un registre mentionnant pour chaque tir, le plan de tir et d'amorçage, les résultats des contrôles vibratoires et la localisation précise du tir et sa distance par rapport aux habitations.</p> <p>Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tir sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant n'a pas rédigé de procédure encadrant l'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression acoustique.

Les mesures de vibrations et de surpression acoustique ne sont pas effectuées au niveau de la première habitation.

L'exploitant archive les données des tirs selon les éléments et documents suivants : localisation du tir et du sismographe sur un plan, données du tir (cubature de matériaux à abattre, quantité de matières explosives). Lors du dernier tir du 27/04/2023, le plan de tir n'est pas présent dans les documents d'archives.

Non-conforme :

- absence de procédure d'autosurveillance des tirs de mines ;
- absence de mesures de vibrations et de surpression acoustique au niveau de la première habitation ;
- absence de plan de tir ;
- absence de distances du tir avec les premières habitations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant rédigera une procédure d'autosurveillance des tirs de mines visant à récapituler toutes les opérations effectuées et données nécessaires à produire dans le cadre d'un tir de mine. Une surveillance des vibrations et de la surpression acoustique est à réaliser au niveau de la première habitation la plus exposée selon les zones de tirs.

Le plan de tir est à produire et à archiver dans le registre des tirs.

Les distances avec les premières habitations sont à évaluer et à enregistrer dans les données de chaque tir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois